

INTRODUCTION

Deborah Myaux

« Votre aide est d'une importance vitale. Apaisez la faim des plus démunis dans notre pays ! »

Ces dernières années les campagnes de collecte de fonds en faveur de l'aide alimentaire se multiplient.

Donner, ce ne serait pas seulement « remplir la boîte à tartines » d'un enfant et éviter que d'autres ne « dépérissent de faim », ce serait aussi leur donner du « courage ». Apporter de la « joie » à ceux qui n'ont rien. Permettre aux personnes concernées de « retrouver peu à peu espoir en un avenir meilleur, sans soucis. »

Et parce que « lutter contre le gaspillage alimentaire est l'affaire de tous et que tout le monde n'a pas la chance de manger à sa faim tous les jours », le don alimentaire est érigé en solution à la fois dans le combat écologique contre le gaspillage alimentaire et dans la lutte contre la pauvreté.

D'un côté, un nombre croissant de personnes vit sous le seuil de pauvreté et connaît des privations alimentaires. De l'autre, le gaspillage alimentaire est massif et désormais indécent. Pour que le scandale cesse, les invendus de la chaîne agro-alimentaire doivent parvenir dans les assiettes des « plus démunis ». La boucle est alors bouclée.

Lorsqu'il est question d'aide alimentaire, des images fortes, concrètes, solidement ancrées, parfois définitives surgissent dans nos esprits. Des images hétéroclites pourtant : détresses dissimulées ou surmédiatisées, situations vécues au bas de nos immeubles, mains tendues aux carrefours ou dans les stations de métro, etc. Cette mosaïque d'images nourrit nos représentations. Or, si c'est là un sujet qui nous préoccupe, que savons-nous exactement de ce qu'englobe le terme d'aide alimentaire ? Et d'où nous vient notre opinion ? À quelle source s'abreuve-t-elle ?

Si l'aide alimentaire s'impose aujourd'hui comme une évidence dans nos sociétés d'abondance, il faut toutefois la comprendre à partir de l'histoire politique, sociale et économique qui l'a érigée en solution privilégiée. Elle découle de choix politiques posés au quotidien qui contribuent à forger les inégalités sociales et à enraciner la précarité toujours plus profondément dans la société.

L'aide alimentaire n'offre aucun avenir désirable aux personnes qui y ont recours. Selon la manière dont elle est mise en œuvre, elle participe même parfois d'un système qui reproduit les rapports de domination à la base de l'exclusion et des inégalités sociales. C'est ce que pointent McAll *et al.* évoquant la réduction identitaire dont sont parfois l'objet les personnes qui ont recours à l'aide alimentaire.

Les interventions en « sécurité alimentaire » se font souvent dans l'urgence avec peu de ressources. Conséquemment et malgré elles, ces interventions peuvent contribuer à réduire les personnes à des « bouches à nourrir ». Le risque encouru est de reproduire le trait marquant des rapports sociaux inégalitaires producteurs de disparités de revenus et de conditions de vie : la réduction identitaire. (McAll et al. 2015 : 28)

La générosité et les bons sentiments nourrissent une mécanique qui tout à la fois répond à un besoin et participe à

la construction d'une société où les solidarités et les droits ne sont plus un objectif politique commun mais sont traités sous l'angle de la charité et de la philanthropie.

Face à la résurgence de l'aide alimentaire et aux multiples questions que cela soulève, cet ouvrage a pour objectif de rendre visible, de comprendre et de mettre en débat ce phénomène dans sa complexité.

Dans le chapitre 1, un état des lieux de l'aide alimentaire en Belgique francophone est dressé afin d'apporter au lecteur quelques clés de compréhension. Cette contribution est nourrie par une longue expérience auprès des organisations actives sur le terrain de l'aide alimentaire ainsi que par plusieurs recherches réalisées par la FdSS-FdSSB auprès d'intervenants sociaux et auprès de personnes qui ont recours à ces aides. Les acteurs et les modalités de l'aide alimentaire ainsi que le fonctionnement des circuits d'approvisionnement y sont présentés. On y parle également des personnes qui ont recours à cette forme d'aide ainsi que de la manière dont cette dernière s'articule, pour elles, avec la notion de bien-être.

Proposer un état des lieux de l'aide alimentaire comporte le risque de donner une image figée des pratiques et des cadres institutionnels d'un champ d'action pourtant inscrit dans une histoire sociopolitique dynamique. Les acteurs de ce champ – citoyens, responsables politiques, travailleurs, bénévoles, personnes qui ont recours à ces aides – et leurs interactions rendent, en effet, possible l'ouverture d'autres réponses pour les solidarités de demain.

Dans le chapitre 2, Peter Scholliers et Jeffrey Tyssens s'intéressent à l'histoire de l'accès à l'alimentation pour les populations vulnérables au XIX^e et au XX^e siècle. Pierre Reman et Philippe Defeyt se penchent ensuite sur l'évolution des politiques sociales en Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale (chapitre 3). L'aide alimentaire renvoie, en effet, à

un imaginaire du passé relégué pour un temps à la marge, au point qu'on a pu le croire révolu. Il est dès lors intéressant de faire un détour par ce passé pour comprendre le présent. Le retour en force de ces pratiques, que l'on observe depuis plusieurs décennies, est-il un sursaut de l'histoire auquel nos sociétés vont choisir de mettre fin une fois pour toutes ? Est-il annonciateur d'une nouvelle tendance à plus long terme de laquelle il va falloir s'accommoder ? Comment l'aide alimentaire, telle qu'elle se dessine aujourd'hui, s'articule-t-elle avec l'évolution de notre système de protection sociale ?

Les contributions respectives de Peter Scholliers et Jeffrey Tyssens d'une part, de Pierre Reman et Philippe Defeyt de l'autre, révèlent la profondeur des racines qui façonnent les pratiques d'aide alimentaire et les débats qui entourent ce phénomène. Mais elles permettent également d'observer les transformations à la fois des publics et des valeurs dans le champ de l'aide alimentaire.

C'est ensuite à la complexité de l'articulation entre l'aide alimentaire et le travail social ainsi qu'aux enjeux socio-politiques sous-jacents que s'intéressent Lotte Damhuis (chapitre 4), Charlotte Maisin et Louise Méhauzen (chapitre 5).

Si l'aide alimentaire est souvent présentée comme une porte d'entrée permettant d'amorcer un travail social, ce mode opératoire met les travailleurs sociaux mal à l'aise. Sans nécessairement aller jusqu'à remettre en question le bien-fondé de l'aide alimentaire telle qu'elle est proposée aujourd'hui, ils poursuivent un questionnement continu sur leurs pratiques et la finalité de leur travail : comment faire du travail social quand les personnes sont amenées « à faire la manche dans un service social » ? Comment mettre en place une relation d'aide alors que ce qu'elles disent conditionne l'accès à un colis alimentaire ? L'aide alimentaire n'est-elle pas une perte de temps pour les travailleurs sociaux dont le rôle est avant tout de résoudre des problèmes, de soutenir le changement social

et l'amélioration du bien-être des personnes (CSS 2007) ? Ce sont également les rôles respectifs des pouvoirs publics et de l'associatif qui sont questionnés à travers l'aide alimentaire : à qui revient, en effet, la responsabilité de prendre en charge la satisfaction des besoins primaires des citoyens ?

Resituer l'aide alimentaire dans la grande image du travail social pour mieux en saisir les spécificités, c'est le travail qu'a opéré un groupe de professionnels de terrain, dont Lotte Damhuis se fait la traductrice. Charlotte Maisin et Louise Méhauden, quant à elles, racontent au fil des pages et des témoignages de personnes qui fréquentent des épiceries sociales, la manière dont cette aide est perçue par ceux qui en bénéficient. Le choix de s'intéresser aux épiceries sociales a été opéré dans la mesure où celles-ci suscitent beaucoup d'intérêt de la part de travailleurs sociaux et de responsables politiques, qui les voient comme une alternative aux distributions de colis alimentaires. À travers ces deux contributions, c'est la fonction sociale d'une partie de l'aide alimentaire qui est mise en évidence. Une fonction sociale qui, au cœur de l'État social actif, semble transcender la question alimentaire pour toucher à d'autres dimensions de la vie des personnes : être accueilli et écouté, bénéficier d'un « refuge », créer du lien, etc.

Mais pour les travailleurs sociaux, face à la croissance de la précarité et de l'exclusion sociale qu'ils n'ont de cesse de dénoncer, le changement social reste un horizon à poursuivre. C'est ainsi que certains ont choisi d'explorer les potentialités offertes par la transition vers une alimentation durable pour tenter de répondre aux enjeux d'accès à l'alimentation pour tous. Cette transition met, en effet, au cœur de ses projets un ensemble de valeurs jugées prometteuses pour répondre aux grands défis de notre siècle : valorisation du collectif, du partage, de l'échange ou encore de l'économie des ressources rompant avec l'individualisme et le consumérisme.

À partir de deux études de cas, Catherine Rousseau et Lotte Damhuis s'intéressent dans le chapitre 6, à la question de savoir en quoi et comment les politiques qui soutiennent l'alimentation durable peuvent constituer une opportunité pour développer des réponses aux enjeux posés par l'aide alimentaire, notamment celui de garantir à tous un accès durable à une alimentation de qualité. Cette contribution propose une conclusion tout en nuances pointant à la fois les améliorations qui ont été réalisées dans l'aide alimentaire grâce à ces politiques mais également les limites de cette approche. Un ensemble de questionnements est ainsi soulevé que l'on pourrait réduire de façon un peu provocante à la question suivante : un système alimentaire durable, accessible à tous, est-il possible dans un contexte de persistance de situations de pauvreté ?

C'est alors sur un appel à une prise en charge collective des enjeux d'accès à l'alimentation et à la mise en place d'un débat démocratique concernant les réponses à apporter à l'insécurité sociale grandissante que se conclut cet ouvrage.

Bibliographie

- Centres de Service Social autonomes wallons (CSS) (2007), « Aide alimentaire : dépasser le local ou l'histoire cachée d'un colis alimentaire », *Cahier Labiso*, n° 73-74.
- McAll, C., Van de Velde, C., Charest, R., Roncarolo, F., McClure, G., Dupéré, S., ... Berti, F. (2015), « Inégalités sociales et insécurité alimentaire. Réduction identitaire et approche globale », *Revue du CREMIS*, vol. 8, n° 2, p. 28-34.